

AKTUELL

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Ni patrie ni patron

Luc Caregari

Alors, gerber avant ou après avoir glissé un vote Macron dans l'urne ? Le malaise des Insoumis laisse aussi entrevoir le désespoir créé par une démocratie aux abois, trop docile face à la finance.

De Yannis Varoufakis à Wolfgang Schäuble en passant par Nicolas Sarkozy et Daniel Cohn-Bendit - question soutien, Emmanuel Macron ratisse très large. Comment expliquer alors que les électeurs de Mélenchon n'arrivent pas tous (36 pour cent de vote blanc, 29,05 pour cent pour l'abstention et 34,83 pour cent pour Macron selon la consultation interne du mouvement de Mélenchon - à noter que l'option Le Pen n'existait pas) à se persuader que leur devoir citoyen, c'est de faire barrage au post-fascisme incarné par l'héritière de Saint-Cloud ?

Une des raisons en est peut-être que Macron les a snobés avant le premier tour et continue de le faire pendant l'entre-deux tours. En effet, il aurait à plusieurs reprises pu faire des avances à la France insoumise de Mélenchon. D'ailleurs, celui-ci lui a déjà tendu la perche - en lui proposant même de devenir son premier ministre dans le cas d'une cohabitation après les élections législatives. Mais rien à faire : Emmanuel Macron est resté de marbre et n'a pas cautionné les revendications de ce mouvement de masse qui a enterré son ancien parti en faisant presque quatre fois le score du PS. Mais il ne doit pas oublier que si on additionnait les scores de Mélenchon et de Hamon, il ne serait pas au second tour. La France est et reste un pays avec une gauche forte.

Snober les Insoumis : une faute stratégique grave

Une occasion ratée donc, qui risque de le plomber lors de l'élection du nouveau parlement français, la prochaine arène électorale dans laquelle les Insoumis s'engageront fortement.

Et puis il y a bien sûr le programme de Macron, qui incarne tout ce que le mouvement de Mélenchon a combattu pendant la campagne. Attaques contre les chômeurs, libéralisation à outrance, bouleversement du paysage syndical ou encore mise en question des acquis sociaux : tout est dans le programme du candidat qui

se dit ni de droite ni de gauche - mais qui en fait la synthèse la plus large, donc une continuation de la purge néolibérale. Alors qu'il aurait eu la possibilité, vu le vague qui règne dans son programme, de laisser de la place à certaines revendications de gauche. Même chose pour l'écologie : alors que les Insoumis misaient sur une transition verte et une sortie du nucléaire, il est fort peu probable qu'Emmanuel Macron ait l'appétit de se frotter au lobby nucléaire français, qui traditionnellement domine la sphère politique. Voir son projet ainsi mis aux poubelles de l'histoire est frustrant, d'autant plus qu'une présidence Macron laisse déjà présager un style à coups d'ordonnances, des recours au 49.3 pour contourner le débat parlementaire, des mouvements sociaux et des grèves. Bref, ça ne sent pas bon - et Marine Le Pen a illustré plus d'une fois qu'elle sait exploiter la grogne sociale.

Que les quelques pontes socialistes qui restent aient attaqué aussi violemment Jean-Luc Mélenchon pour son silence après le premier tour en dit long aussi sur l'amertume qu'a laissée leur défaite cuisante. La haine que se vouent les familles de gauche a sûrement aussi joué dans la fatigue citoyenne des Insoumis.

Finalement, il reste les quelque 20 pour cent d'électeurs de Mélenchon qui vont voter - selon les sondages - Le Pen au second tour. Pour la majorité, c'est l'occasion d'enfoncer encore plus Mélenchon et son prétendu « extrémisme », alors qu'on devrait plutôt respecter l'exploit des Insoumis d'avoir su rôder dans les terres du FN sans jouer sur la surenchère raciste comme le fait la droite « traditionnelle ».

À cet égard, il est compréhensible que les mélenchonistes ne votent pas Macron de gaieté de cœur, car le système que celui incarne ne promet pas la stabilité à laquelle pouvait encore prétendre Chirac en 2002, mais plutôt une continuation de la descente aux enfers, avec à l'horizon une possible victoire finale du FN en 2022. Avec ça en tête, un glissement de la France vers le fascisme grâce aux abstentionnistes reste toujours impardonnable, mais compréhensible.

SHORT NEWS

Uni Luxemburg - alle auf den Rektor?

(dw/rg) - Ob der zurückgetretene Rektor Rainer Klump Konsequenzen aus eigenen Fehlern gezogen hat, bleibt offen. Das bringen Rücktritte, die zeitnah zu plötzlich an die Öffentlichkeit geratenen Problemen geschehen, so mit sich. Fraglich bleibt, ob Klump die gesamte Verantwortung für die Haushaltsprobleme zu tragen hat. Es habe eine „Management- und Organisationskrise“ gegeben, zu der man stehe, sagte Interimsrektor Ludwig Neyses im 100komma7-Interview. Auch nach den Stellungnahmen von Regierung und Uni-Leitung bleibt jedoch unklar, wie genau es zu dem 27-Millionen-Euro-Loch im Budget kommen konnte. Die Krise wird das Uni-Leben nachhaltig beeinflussen, das macht ein internes Schreiben Neyses an die Uni-MitarbeiterInnen am Donnerstag noch einmal deutlich: Neben den drastischen Kürzungen, die rückwirkend für 2017 beschlossen wurden, werden auch die kommenden Budgets stark betroffen sein. Das Budget 2018 soll, bevor es dem „conseil universitaire“ zur Beratung und dem „conseil de gouvernance“ zur Entscheidung vorgelegt wird, „doppelt“ geprüft werden. Der geschäftsführende Rektor verspricht, dass die wissenschaftlichen Mitarbeiter weitestgehend ersetzt werden, falls Posten vakant werden. Die Qualität der Lehre soll in allen Fächern beibehalten werden, wenn es auch zu einigen „Anpassungen“ kommen muss. Langfristig spricht Neyses von einem weniger starken Wachstum, das aber auch Chancen biete. Das neue Rektorat dementiert aber auch Medienberichte, laut denen der zurückgetretene Rektor mehr als 2 Millionen Euro für das Catering bei öffentlichen Events verprasst habe. Die richtige Zahl liege wohl eher bei 200.000 Euro, was einen Schnitt von 400 Euro pro Veranstaltung bedeute und wohl nicht übertrieben sei. Die Uni-Leitung stellte inzwischen auch klar, dass Klump nicht bei Geschäftsessen Weinflaschen à 800 Euro, sondern bei einem großen Weinhändler 100 Flaschen à 8 Euro mit Uni-Logo als Willkommensgeschenk für prominente Uni-BesucherInnen bestellt hatte. Erstaunlich ruhig bleibt es indessen um eine Person, die in Bezug auf Finanzen eine sehr hohe Verantwortung trägt: Verwaltungsdirektor Alfred Funk wechselte im Sommer 2011 von der Universität Hohenheim in Stuttgart nach Luxemburg. Uni-intern kam es in der Vergangenheit des Öfteren zu Kritik wegen fehlerhafter Buchhaltung etwa bei Recherche-Projekten. Bei der Wahl zum Kanzler durch den Hohenheimer Universitätsrat, an der sowohl Studenten als auch wissenschaftliche Mitarbeiter, Professoren und Vertreter aus Wirtschaft und Politik teilnehmen, scheiterte Funk 2011 überraschend klar. Einer Quelle aus Hohenheim nach, soll er damals einen unausgeglichene Haushalt hinterlassen haben.

Déi Lénk fait de l'astro-éco-socialisme

(lm) - « Le gouvernement a vocation à financer des logements au Luxembourg plutôt que des voyages dans l'espace pour milliardaires. » Gary Diderich ne surprend personne en fustigeant le projet de loi gouvernemental sur le space mining lors de la conférence de presse de jeudi dernier. Son parti, Déi Lénk, s'affirme largement d'accord avec les critiques contenues dans l'avis du Conseil d'État. La gauche radicale serait-elle en fin de compte conservatrice ? Pas si sûr. Alors que le dossier de presse fourni penche plutôt vers le scepticisme, la réaction à chaud du parti - Étienne Schneider avait assisté à la commission parlementaire le matin même - fait plutôt dans la science-fiction. Ni le député Marc Baum, ni Diderich n'hésitent à évoquer une croissance économique sans bornes ou des écosystèmes spatiaux, mettant en garde contre la privatisation des ressources spatiales et d'éventuels accidents affectant des extraterrestres. On ne s'attardera pas sur quelques argumentations imprécises en matière de traités maritimes et spatiaux, car ces politiciens visionnaires mettent le doigt là où ça fait mal. Ainsi, ils reprochent au parti socialiste de pousser à la privatisation de l'espace au bénéfice de quelques milliardaires. Quant aux Verts, ils auraient sacrifié les idéaux de l'économie circulaire et du principe de précaution sur l'autel des profitables ressources spatiales. Reste Déi Lénk pour vouloir décréter - sur terre comme dans l'espace - le « salut commun ».